

Liminaire CTL du 21/11/2019, reconvoqué le 03/12/2019

Monsieur le Président

Contrairement aux propos que vous avez pu tenir il y quelques semaines, le climat anxiogène n'est pas créé par les syndicats mais est bel et bien entretenu par la Direction et par la promesse du massacre que sera le Plan Darmanin. Les mobilisations se poursuivent depuis des mois : grèves nationales réussies, reconductions locales, rassemblements aux pieds des sites, marches revendicatives, envahissements de réunions, grèves site par site, soutien et participations des élus aux actions, relais de la presse, tracts au public... et ce, depuis des mois. Mais la détermination des agents est toujours là !

Vous voulez nous faire croire que l'ensemble des usagers désire ardemment cette réforme. Preuve en est ce sondage biaisé commandé par M Darmanin dont les résultats interrogent. Les usagers que nous rencontrons depuis des mois martèlent leur attachement à un vrai service de proximité. La multiplication des pétitions le prouve. La multiplication des motions de soutien de la part des collectivités le prouve également. Le maire de Phalempin lui-même a confié sa surprise de se voir "attribuer" un nouveau service sur sa commune sans avoir été informé ou consulté. Nous ne reviendrons pas une fois encore sur la définition du mot "concertation", mais les académiciens devront certainement à terme ajouter une nouvelle entrée dans le dictionnaire...

Face à un tel niveau de mobilisation, la DG tente d'allumer des contre-feux avec des cartes version 2 ou plus du Nouveau Réseau de Proximité (NRP). Néanmoins cette nouvelle donne prévoit toujours concentrations de services et suppressions de sites, la substitution de services de pleine compétence par des Maisons France Service (M.F.S.) et des Maisons de Services Au Public (M.S.A.P.). Les nouvelles cartes ne sont que des leurres. Elles ne garantissent pas la pérennité du réseau, puisqu'elles s'inscrivent dans le cadre des 4 800 suppressions d'emplois minimum d'ici 2022 et des autres réformes en gestation. Malgré des aménagements à la marge au fil des versions, fondamentalement, il n'y a aucune inflexion sur les principes de cette réforme.

Solidaires Finances Publiques 59
Cité Administrative - 9^e étage – 175 Rue Gustave Delory – 59000 LILLE
Tél : 03 20 95 63 90



solidairesfinancespubliques.dr59@dgfip.finances.gouv.fr
solidairesfinancespubliques59@gmail.com
[Solidairesfinancespubliques59@facebook.com](https://www.facebook.com/Solidairesfinancespubliques59)

Alors que les services publics et la Fonction publique sont d'ores et déjà exsangues et ne disposent plus des moyens nécessaires à la mise en œuvre des missions, les projets de loi de finances et de financement de la Sécurité sociale au titre de l'année 2020 sont marqués une nouvelle fois du sceau de l'austérité et d'économies supplémentaires à faire. C'est irresponsable !

Les personnels des Finances publiques sont massivement mobilisés depuis des mois pour exprimer leur ras-le-bol face à une situation de plus en plus dégradée à la DGFIP et pour exiger un renforcement du service public fiscal, comptable et foncier. Cela passe, notamment, par l'abandon du plan DARMANIN, la réintégration des missions externalisées et privatisées, le maintien d'une organisation centrale à réseau déconcentré (à l'inverse des projets d'agences et de la mise sous tutelle des préfets), l'arrêt des suppressions d'emplois pour des embauches statutaires à la hauteur pour exercer toutes nos missions dans de bonnes conditions de travail.

En matière de pouvoir d'achat, le gouvernement poursuit sa politique de disette : après le gel pluriannuel de la valeur du point d'indice entraînant une perte de pouvoir d'achat d'un niveau inédit pour tous les fonctionnaires, il s'attaque maintenant aux retraites.

En cherchant à mettre en place un « système universel de retraite par points », M Macron et M Delevoye veulent liquider le régime général et les régimes spéciaux dont le Code des pensions civiles et militaires, le fonds spécial de pension des ouvriers des établissements industriels de l'État ou encore l'Ircantec. Les pouvoirs publics veulent réduire de manière drastique le niveau des retraites versées, allonger toujours et encore la durée de vie passée au travail, favoriser la retraite par capitalisation et porter un coup fatal à la fonction publique de carrière.

Un chiffre devrait par ailleurs convaincre les sceptiques de la nocivité du projet gouvernemental : 13,8. C'est, en pourcentage de la richesse produite, le plafond de la masse monétaire que ce gouvernement entend consacrer au paiement des retraites et des pensions ! Or, la France consacre déjà entre 13 et 14% des dépenses publiques au paiement des retraites. Cela signifie donc que l'augmentation certaine du nombre de retraités conduira, avec cette option, mécaniquement à une baisse du niveau des pensions !

Les valeurs d'achat et de liquidation du point de retraite évolueront donc dans cette limite et en fonction des classes d'âge.

C'est donc bien vers une paupérisation des retraités et pensionnés que l'on s'oriente. Derrière une mécanique complexe présentée comme devant apporter plus de justice, nous sommes une nouvelle fois face à une volonté politique aveugle de réduction de la dépense publique aux dépens des droits sociaux, de destruction de notre modèle social.

Pour dire NON à un avenir de misère !

Pour dire NON aux réformes scélérates !

Solidaires Finances Publiques 59
Cité Administrative - 9^e étage – 175 Rue Gustave Delory – 59000 LILLE
Tél : 03 20 95 63 90



solidairesfinancespubliques.dr59@dgfip.finances.gouv.fr
solidairesfinancespubliques59@gmail.com
[Solidairesfinancespubliques59@facebook.com](https://www.facebook.com/Solidairesfinancespubliques59)

Pour la défense du code des pensions civiles et militaires !

Pour dire non à un nouvel allongement de la durée de cotisation !

Pour le retour de l'ouverture du droit à une retraite à taux plein à 60 ans !

Pour le maintien du calcul sur la base de l'indice détenu les 6 derniers mois et d'un taux de remplacement à 75 % pour une carrière complète !

Pour la garantie d'une retraite minimum égale au SMIC pour une carrière complète pour les salariés du privé comme du public !

Pour la prise en compte des spécificités et de la pénibilité des missions !

Pour que les agents puissent enfin exercer un service public de qualité, il faut :

- une véritable reconnaissance de la nécessité et de l'utilité du service public, du rôle et du statut de fonctionnaire ;

- retrouver le sens des missions de la DGFIP et consolider son périmètre de missions ;

- un service public technicien et de proximité, ce qui suppose de maintenir et de renforcer les services de la DGFIP, pérennes et de pleine compétence, assurant une véritable couverture territoriale ;

- des moyens humains, budgétaires, juridiques et matériels à la hauteur ;

- une formation initiale et continue à la hauteur des enjeux ;

- des droits et des garanties pour les agents, ce qui suppose des règles de gestion claires et équitables, un système de formation initiale et continue efficace, un soutien technique, un autre mode de management ;

- une rémunération non individualisée, des perspectives de déroulé de carrière et de promotion, une revalorisation de la valeur du point d'indice et du régime indemnitaire.

Toutes et tous en grève et en manifestation le 5 décembre 2019 !

Solidaires Finances Publiques 59

Cité Administrative - 9^e étage – 175 Rue Gustave Delory – 59000 LILLE

Tél : 03 20 95 63 90



solidairesfinancespubliques.dr59@dgfip.finances.gouv.fr

solidairesfinancespubliques59@gmail.com

[Solidairesfinancespubliques59@facebook.com](https://www.facebook.com/Solidairesfinancespubliques59)